

Pour l'enregistrement systématique des auditions liées à la protection des mineurs

Appel aux autorités du Canton de Genève

La **protection particulière des enfants et des jeunes est un principe fondamental** inscrit dans notre constitution fédérale (art. 11 CST) comme cantonale (art. 23 CST-Ge).

La prévalence de l'intérêt supérieur de l'enfant est en outre **un engagement international de la Suisse**, ratifié en 1997 par la Convention internationale des droits de l'enfant (art. 3 CDE).

Pourtant, **ni le service de protection des mineurs (SPMI), ni le Tribunal de protection l'adulte et de l'enfant (TPAE) à Genève n'ont de système d'assurance qualité.**

Ceci est d'autant plus dommageable que l'enfant, une fois majeur, n'aura pas accès aux archives ayant conduit à sa protection particulière, ou n'aura accès qu'à des archives partielles, voire tronquées.

Depuis le 1^{er} janvier 2022, des institutions sociales comme l'Assurance Invalidité (AI) ont mis en place l'enregistrement systématique des expertises ordonnées par leurs soins. Cette obligation a été inscrite dans la loi (art. 7k OPGA). Il n'en est encore rien, ni pour les expertises, ni pour auditions auprès du SPMI ou du TPAE. Or, **de nombreux témoignages font état d'expertises orientées, de procès-verbaux tronqués, de procès inéquitable. Si ces faits étaient avérés, ce serait au détriment des enfants concernés** par les décisions des juges, des experts et des assistants sociaux, sans que les lésés n'aient jamais la possibilité, d'autant plus a posteriori, d'un regard authentique sur les échanges qui ont conduit à ces décisions.

Ceci étant exposé, cette pétition demande aux autorités du Canton de Genève de légiférer sans attendre afin de **mettre en place une assurance qualité en matière de protection des mineurs**, notamment en imposant sans délai **l'enregistrement systématique de toutes les auditions, expertises et procès** liés à la protection des mineurs, et que ces enregistrements soient dûment conservés pendant 20 ans, à moins que le mineur concerné en demande sa destruction après sa majorité.

Les signataires de la présente pétition remercient par avance les autorités du bon accueil qui sera fait à cette demande visant à améliorer la protection des enfants dans notre canton.

Nom	Prénom	Adresse	NPA	Signature

À renvoyer **pour le 31 mai au plus tard** à Sylvie Mosimann, route du Bois-des-Frères 2, 1219 Aïre